



सत्यमेव जयते

**RAJENDRA PRASAD  
PRESIDENT OF INDIA**

**TO ALL TO WHOM THESE PRESENTS SHALL COME,  
GREETING:**

**WHEREAS, a Convention relating to the institution of an International Sericultural Commission, which is annexed herewith was opened for signature, from the 1st of July 1957 to the 31st of December 1957 at the Ministry of Foreign Affairs of the French Republic by the respective Plenipotentiaries and Representatives of Governments of States duly authorized for that purpose :**

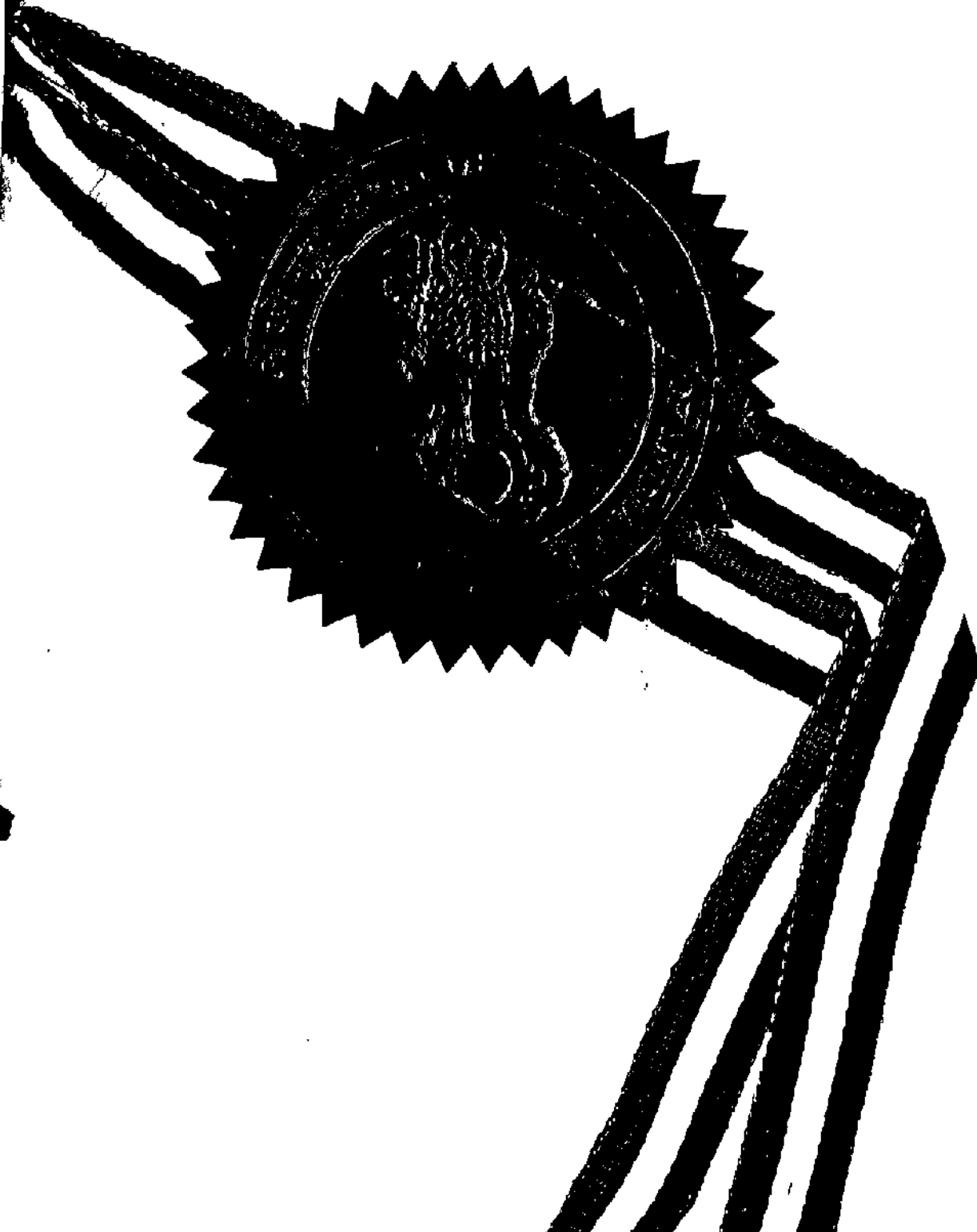
**AND WHEREAS, it is fit and expedient that the Government of India should adhere to the said Convention relating to the institution of an International Sericultural Commission :**

**NOW, THEREFORE, BE IT KNOWN THAT the Government of India, having seen and considered the said Convention relating to the institution of an International Sericultural Commission, hereby adhere to the same.**

IN TESTIMONY WHEREOF I, Rajendra Prasad, President of India, have signed these presents and affixed hereunto my Seal at New Delhi this nineteenth day of January of the year one thousand nine hundred and fiftynine (the twentyninth day of Pausa of the year one thousand eight hundred and eighty Saka) in the ninth year of the Republic of India.

रजेंद्र प्रसाद

*President of India.*



C O N V E N T I O N  
I N S T I T U A N T U N E  
C O M M I S S I O N S E R I C I C O L E  
I N T E R N A T I O N A L E

\*-\* \*-\*  
\* \* \*

Les ETATS parties à la présente CONVENTION, conscients de l'importance prise par la production séricicole dans le domaine économique, et de l'intérêt que présentent, dans le domaine scientifique, les études sur les insectes séricigènes, sont convenus de transformer la " COMMISSION PERMANENTE DES CONGRES SERICICOLES INTERNATIONAUX " en un organisme international qui prendra le nom de " COMMISSION SERICICOLE INTERNATIONALE " et aura pour charte la présente CONVENTION.

TITRE I : OBJET.

Article premier - La COMMISSION SERICICOLE INTERNATIONALE a pour objet d'encourager et de favoriser le développement et l'amélioration sur les plans technique, scientifique et économique, de toutes les activités qui concernent la Sériciculture en général (y compris la Moriculture, le Grainage, la Sériciculture et la Filature de la Soie Grège).

Art. 2 - Pour atteindre les buts ainsi définis, la COMMISSION SERICICOLE INTERNATIONALE aura notamment les activités suivantes :

- a) Echanges d'informations entre les ETATS MEMBRES;
- b) Edition d'un Bulletin périodique, de rapports sur les réunions et de toutes autres publications spécialisées;
- c) Information générale grâce à la constitution d'un Centre de Documentation Séricicole;
- d) Organisation de rencontres internationales ayant trait à la Science séricicole;
- e) Poursuite de recherches et d'investigations;
- f) Développement et coordination des travaux tendant à faire du Ver à Soie ou de tout autre insecte séricigène un "Type Biologique";
- g) Collaboration avec toutes Organisations dont l'intérêt et les fonctions sont apparentées et compatibles avec les siens.

*TITRE II : SIEGE.*

Art. 3 - Le siège de la COMMISSION SERICICOLE INTERNATIONALE est à ALES (France).

Il ne pourra être éventuellement déplacé que sur décision de la CONFERENCE et à la demande du COMITE EXECUTIF.

*TITRE III : MEMBRES.*

Art. 4 - Font partie de la COMMISSION les ETATS MEMBRES ayant ratifié la présente CONVENTION ou y ayant adhéré. Chacun des Délégués de ces ETATS porte le titre de Délégué National.

Chaque ETAT MEMBRE désigne un Chef de Délégation.

*TITRE IV : ORGANES.*

Art. 5 - Les organes constituant la COMMISSION sont : la CONFERENCE , le COMITE EXECUTIF et le SECRETARIAT GENERAL.

*LA CONFERENCE.*

Art. 6 - La CONFERENCE est constituée par les Délégués Nationaux désignés par les ETATS MEMBRES jusqu'à concurrence de 5 ( dont l'un, au moins , représente les Associations Séréricoles).

Art. 7 - Elle traite de toutes les questions énumérées à l'art. 1er de la présente CONVENTION. Elle reçoit et discute les rapports qui lui sont soumis par le COMITE EXECUTIF dont il lui appartient de ratifier les décisions.

Art. 8 - Elle se réunit au moins tous les 3 ans. Elle fixe ses propres règles de procédure, élit son Président et détermine le lieu de la CONFERENCE suivante.

Art. 9 - Les Associations Nationales des ETATS NON MEMBRES dont les activités rejoignent celles de la COMMISSION peuvent , sur proposition du SECRETAIRE GENERAL et avec l'agrément du COMITE EXECUTIF , participer aux travaux de la CONFERENCE en qualité d'OBSERVATEURS, à raison d'une Association par ETAT.

Art. 10 - Les votes de la CONFERENCE sont pris à la majorité absolue des Délégués Nationaux présents ; chacun de ceux-ci dispose d'une voix.

*LE COMITE EXECUTIF.*

Art. 11 - Le COMITE EXECUTIF est constitué par les Chefs de Délégation de chacun des ETATS MEMBRES.

Art. 12 - Il poursuit la réalisation des objectifs définis à l'art.1er, en conformité avec les décisions de la CONFERENCE.

- Art. 13 - Il se réunit chaque année. Il approuve le Budget qui lui est soumis par le SECRETAIRE GENERAL et il donne son avis sur le projet d'ordre du jour de la CONFERENCE établi par ce dernier.
- Art. 14 - S'il vient à compter plus de 11 MEMBRES, le COMITE EXECUTIF aura la faculté de déléguer ses pouvoirs à un Bureau qui comprendra le quart de son effectif.
- Le choix des MEMBRES de ce Bureau et la durée de leur mandat devront être approuvés par la CONFERENCE.
- Art. 15 - Les votes du COMITE EXECUTIF sont pris à la majorité absolue de ses MEMBRES. Le vote par correspondance est admis.

*LE SECRETAIRE GENERAL.*

- Art. 16 - Le Secrétaire Général est élu par la CONFERENCE sur proposition du COMITE EXECUTIF.
- Art. 17 - Il assure, sous le contrôle du COMITE EXECUTIF, la mise en application des résolutions adoptées par la CONFERENCE.
- Art. 18 - Il prépare le Budget, le soumet à l'approbation du COMITE EXECUTIF et assure la gestion. Il présente sur celle-ci un rapport à la CONFERENCE qui est seule habilitée à lui en donner quitus.
- Art. 19 - Il organise les Réunions de la CONFERENCE et du COMITE EXECUTIF.
- Art. 20 - Il peut, dans l'intervalle des sessions du COMITE EXECUTIF, recueillir l'avis des MEMBRES de celui-ci en les consultant individuellement par écrit.
- Art. 21 - Il est habilité à prendre toutes initiatives susceptibles de contribuer au bon fonctionnement et au rayonnement de la COMMISSION sous le contrôle du COMITE EXECUTIF qui peut lui confier toute charge ou mission qu'il jugera nécessaire.

*TITRE V : DISPOSITIONS FINANCIERES.*

- Art. 22 - Les recettes de la COMMISSION sont constituées par les Participations Financières des ETATS MEMBRES et par celles des Associations Nationales Adhérentes.

La Participation Financière est constituée par deux Cotisations annuelles :

- l'une SCIENTIFIQUE basée sur le chiffre de la population,
- l'autre TECHNIQUE et ECONOMIQUE, calculée au prorata de la production de cocons frais.

Les Associations Nationales Adhérentes versent la moitié de la Participation Financière.

- Art. 23 - La COMMISSION peut recevoir des subventions et dons d'origines diverses dans le cadre des buts qu'elle poursuit.

Le Secrétaire Général rend compte au COMITE EXECUTIF de leur utilisation.

*TITRE VI : DISPOSITIONS GENERALES.*

Art. 24 - La présente CONVENTION sera ouverte à la signature du 1er Juillet 1957 au 31 Décembre 1957 au Ministère des Affaires Etrangères de la REPUBLIQUE FRANÇAISE.

Elle sera ratifiée.

Les instruments de ratification seront déposés auprès du GOUVERNEMENT de la REPUBLIQUE FRANÇAISE qui notifiera la date de ce dépôt à chacun des ETATS SIGNATAIRES.

Art. 25 - Les ETATS qui n'auront pas signé la CONVENTION pourront y adhérer à l'expiration du délai mentionné ci-dessus.

Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du GOUVERNEMENT de la REPUBLIQUE FRANÇAISE qui notifiera la date de ce dépôt à tous les ETATS MEMBRES.

Art. 26 - La présente CONVENTION entrera en vigueur 30 jours après le dépôt du quatrième instrument de ratification ou d'adhésion.

Le GOUVERNEMENT de la REPUBLIQUE FRANÇAISE notifiera à chacune des parties contractantes la date d'entrée en vigueur de la CONVENTION.

Art. 27 - Tout ETAT MEMBRE peut présenter des amendements à la présente CONVENTION.

Toute proposition d'amendement ne pourra être introduite par un ETAT MEMBRE qu'un an après l'entrée en vigueur de la CONVENTION.

Elle sera adressée au GOUVERNEMENT FRANÇAIS qui la transmettra pour étude au COMITE EXECUTIF de la COMMISSION. Celui-ci la présentera, après examen, à la CONFERENCE et fera connaître l'avis de celle-ci au GOUVERNEMENT FRANÇAIS.

Tout amendement déclaré recevable sera soumis par le GOUVERNEMENT FRANÇAIS à tous les ETATS MEMBRES, pour acceptation ou rejet.

Ceux-ci notifieront par écrit leur acceptation au GOUVERNEMENT de la REPUBLIQUE FRANÇAISE et à la COMMISSION. Si la majorité des ETATS se prononce en faveur de l'acceptation, l'amendement sera inclus dans la CONVENTION.

Les instruments d'acceptation de l'amendement seront déposés auprès du GOUVERNEMENT FRANÇAIS qui en fera part aux ETATS MEMBRES ainsi qu'à la COMMISSION.

Après l'entrée en vigueur d'un amendement aucun ETAT ne pourra adhérer à la présente CONVENTION ou la ratifier sans accepter également cet amendement.

Art. 28 - Tout ETAT MEMBRE peut à tout moment faire connaître qu'il dénonce la présente CONVENTION par notification adressée au GOUVERNEMENT FRANÇAIS.

Le GOUVERNEMENT FRANÇAIS en informera immédiatement chacun des ETATS MEMBRES ainsi que la COMMISSION.

Art. 29 - La présente CONVENTION sera rédigée en langue française en un seul original qui sera déposé dans les archives du GOUVERNEMENT de la REPUBLIQUE FRANÇAISE lequel en délivrera des copies conformes à tous les GOUVERNEMENTS SIGNATAIRES .

Art. 30 - Tout ETAT peut, au moment de la ratification ou à tout autre moment, déclarer par notification adressée au GOUVERNEMENT de la REPUBLIQUE FRANÇAISE que la présente CONVENTION est applicable à tout ou partie des territoires dont il assume les relations extérieures.

Art. 31 - La langue officielle de la COMMISSION SERICICOLE INTERNATIONALE est la langue française.

Toutefois, la CONFERENCE pourra prévoir l'emploi d'une ou de plusieurs autres langues pour les travaux et les débats.

Art. 32 - La COMMISSION pourra être dissoute par décision de la CONFERENCE pour autant que les DELEGUES soient, au moment du vote, munis des "pleins pouvoirs" à cet effet.

C O N V E N T I O N  
I N S T I T U T I N G   A N  
I N T E R N A T I O N A L   S E R I C U L T U R A L  
C O M M I S S I O N

( T R A N S L A T I O N )

\*-\* \*-\*  
\*

The STATES parties to the present CONVENTION, conscious, on the one hand of the importance of the sericultural production in the economic field, on the other hand of the interest of studies on the sericigenous insects, in the scientific field, agreed to convert the PERMANENT COMMISSION OF THE INTERNATIONAL SERICULTURAL CONGRESSES into an international organisation which will be called the "INTERNATIONAL SERICULTURAL COMMISSION" and will have for charter the present CONVENTION.

TITLE I : OBJECT.

Article one - The INTERNATIONAL SERICULTURAL COMMISSION has for its purposes to encourage and further the development and improvement, on the technical, scientific and economical plans, of all activities dealing with Sericulture in general ( including Moriculture, Grainage, Sericulture and Raw Silk Reeling).

Art. 2 - In order to attain the purposes as set forth above, the COMMISSION will particularly have the following activities :

- a) Exchange of information among the MEMBER STATES;
- b) Issuing of a periodical bulletin, proceedings of the meetings and any specialized publication;
- c) General information thanks to the setting up of a Sericultural Documentation Centre;
- d) Organisation of international meetings dealing with sericultural science;
- e) Carrying on researches and investigations;
- f) Development and coordination of the works which contribute to establish the silkworm and the other sericigenous insects as "Biological types";
- g) Cooperation with all organizations having interests and functions related to and consistent with those of its own.



*TITLE II : SEAT.*

Art. 3 - The seat of the INTERNATIONAL SERICULTURAL COMMISSION is at ALES (France).

It will not be removed but on decision of the CONFERENCE and on request of the EXECUTIVE COMMITTEE.

*TITLE III : MEMBERS.*

Art. 4 - The MEMBER STATES having ratified the present CONVENTION or adhered to it belong to the COMMISSION. Each one of the Delegates of these STATES is entitled National Delegate.

Each MEMBER NATION names the Head of its Delegation.

*TITLE IV : CONSTITUTION.*

Art. 5 - The organs of the COMMISSION are the following : the CONFERENCE, the EXECUTIVE COMMITTEE and the GENERAL SECRETARIATE.

*THE CONFERENCE.*

Art. 6 - The CONFERENCE is composed of the National Delegates appointed by the MEMBER STATES up to five (among which one at least shall belong to a Sericultural Association).

Art. 7 - It discusses and decides any matter enumerated at Art. one of the present CONVENTION. It receives and deliberates the reports submitted by the EXECUTIVE COMMITTEE and it sanctions the decisions of the latter.

Art. 8 - It convenes, at least, every three years. It adopts its own rules of procedure, elects a chairman and designates the location of its next session.

Art. 9 - The National Associations of NON MEMBER STATES, whose activities meet the ones of the COMMISSION, may, on proposal of the GENERAL SECRETARY and with the agreement of the EXECUTIVE COMMITTEE, participate to the works of the CONFERENCE in the capacity of OBSERVERS, at the rate of one Association a STATE.

Art. 10 - The votes of the CONFERENCE are taken on the absolute majority of the attending National Delegates each of them are given one vote.

*THE EXECUTIVE COMMITTEE*

Art. 11 - The EXECUTIVE COMMITTEE is composed of the Heads of Delegations for each MEMBER STATES.

Art. 12 - It pursues the realization of the aims as they are defined at Art. one, according to the decisions of the CONFERENCE.

Art. 13 - It convenes once a year. It approves the Budget which is submitted to it by the GENERAL SECRETARY and it gives its opinion upon the project of agenda of the CONFERENCE prepared by the latter.

Art. 14 - When it will count more than 11 MEMBERS, the EXECUTIVE COMMITTEE will be able to delegate its power to a Board composed of the fourth of its effective.

The choice of the MEMBERS of this Board as well as the duration of their mandate shall be sanctioned by the CONFERENCE.

Art. 15 - The votes of the EXECUTIVE COMMITTEE are taken on the absolute majority of its MEMBERS. Vote by correspondence is allowed

#### *THE GENERAL SECRETARY*

Art. 16 - The GENERAL SECRETARY is elected by the CONFERENCE on proposal of the EXECUTIVE COMMITTEE.

Art. 17 - He ensures, under the control of the EXECUTIVE COMMITTEE, the realization of the resolutions adopted by the CONFERENCE.

Art. 18 - He prepares the Budget and submits it to the approval of the EXECUTIVE COMMITTEE. He administers the Budget.

He presents a financial report to the CONFERENCE which is alone competent for giving "quitus" to him.

Art. 19 - He organizes the meetings of the CONFERENCE and of the EXECUTIVE COMMITTEE.

Art. 20 - Between the sessions of the EXECUTIVE COMMITTEE, he takes the advice of its MEMBERS by individual written consultation.

Art. 21 - He may take any initiative liable to help the smooth working and the diffusion of the COMMISSION, subject to the approval of the EXECUTIVE COMMITTEE which may entrust to him any burden or mission it will think necessary.

#### *TITLE V : FINANCIAL PROVISIONS.*

Art. 22 - The incomes of the COMMISSION are made up of the Financial Participations of the MEMBER STATES and of the ones of the Joining National Associations.

The Financial Participation is composed of two annual subscriptions :

- A SCIENTIFIC one, based upon the population,
- A TECHNICAL and ECONOMIC one, calculated as a function of the fresh cocoon production.

The Joining National Associations pay half the Financial Participation.

Art. 23 - The COMMISSION may receive subsidies and donations of different origins in the scope of its purposes. The GENERAL SECRETARY shall give account of their utilisation to the EXECUTIVE COMMITTEE.

*TITLE VI : GENERAL CONDITIONS.*

Art. 24 - The present CONVENTION will be open for signature from the 1st of July 1957 to the 31st of December 1957 at the Ministry of Foreign Affairs of the FRENCH REPUBLIC.

It will be ratified.

The instruments of ratification will be referred to the FRENCH GOVERNMENT which will notify the date of this deposition to each of the SIGNATORY STATES.

Art. 25 - The STATES which will not have signed the CONVENTION will be allowed to adhere to it at expiration of the above-mentioned date.

The instruments of adhesion will be referred to the FRENCH GOVERNMENT which will notify the date of this deposition to the MEMBER STATES.

Art. 26 - The present CONVENTION will come into force thirty days after the deposition of the fourth instrument of ratification or adhesion.

The FRENCH GOVERNMENT will notify to each of the contracting parties the date of coming into force of the CONVENTION.

Art. 27 - Any MEMBER STATE may propose amendments to the present CONVENTION.

No amendment proposal can be introduced by a MEMBER STATE within the year when the CONVENTION takes effect.

It should be sent to the FRENCH GOVERNMENT which will transmit it, for study, to the EXECUTIVE COMMITTEE of the COMMISSION. This one, after examination, will present it before the CONFERENCE and let know to the FRENCH GOVERNMENT the opinion of the latter.

Any amendment declared receivable will be submitted by the FRENCH GOVERNMENT to all the MEMBER STATES for acceptance or throwing out.

The MEMBER STATES will notify their acceptance in writing to the FRENCH GOVERNMENT and to the COMMISSION.

If the majority of the STATES pass the amendment, this one will figure in the CONVENTION.

The instruments of acceptance of the amendment will be referred to the FRENCH GOVERNMENT which will acquaint the MEMBER STATES and the COMMISSION with them.

After the coming into force of an amendment, none of the STATES will be able to adhere to the CONVENTION or to ratify it without accepting the amendment.

Art. 28 - Any MEMBER STATE can, anytime, declare off the CONVENTION by sending a notification to the FRENCH GOVERNMENT.

The FRENCH GOVERNMENT will immediately inform each of the MEMBER STATES as well as the COMMISSION.

Art. 29 - The present CONVENTION will be written in French language in one original which will be deposited in the archives of the FRENCH GOVERNMENT. The latter will provide with true certified copies all the SIGNATORY GOVERNMENTS.

Art. 30 - Any STATE may, at the time of the ratification or at anytime, declare by notification sent to the FRENCH GOVERNMENT, that the present CONVENTION is applicable to the whole or a part of territories of which it assumes the foreign relations.

Art. 31 - The official language of the INTERNATIONAL SERICULTURAL COMMISSION is the French language.

However, the CONFERENCE will be able to foresee the use of one or several other languages for the works and the debates

Art. 32 - The COMMISSION will be liable to dissolution on decision of the CONFERENCE, provided that the Delegates be, at the time of votation, empowered to do so.

---